

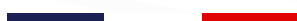
DISCOURS D'ORLÉANS

MARINE LE PEN

25 OCTOBRE 2026

Seul le prononcé fait foi

POUR LA FRANCE
LA RENAISSANCE



Mesdames, Messieurs, chers amis

Il est des villes qui portent en elles le symbole d'une histoire ;

Orléans, où nous sommes est de celles-là.

Dans cette cité qui connut l'épreuve, la peur, l'encerclement l'histoire nous enseigne une leçon qui traverse les siècles : aucune défaite n'est définitive tant qu'un peuple refuse de s'y résigner.

Et c'est pourquoi, cinq siècles après, Orléans murmure toujours à la conscience des Français, et aujourd'hui à notre oreille, la plus puissante des paraboles, celle du courage, de la volonté, mais surtout de l'espérance.

Mais avant de libérer la ville de la menace étrangère, il a fallu à Jeanne, notre héroïne nationale, accomplir une première conquête : libérer les esprits de l'idée invalidante de l'impossibilité de la victoire.

Il n'y a que les faibles, les sots ou les lâches qui voudraient que les autres leur ressemblent, les faibles, les sots et les lâches qui enseignent de ne pas résister, de ne pas se battre.

Il y a aussi ceux qui, par souci de conserver leur place et leurs prébendes, je ne donnerais pas de noms, mais vous les reconnaîtrez, vous exhortent à ne rien faire, à ne rien bouger, à ne rien changer.

Pour ceux dont nous sommes, qui avons la volonté d'agir, il n'y a pas de fatalité, il n'y a pas d'impossibilité, il y a un grand projet fédérateur et ambitieux, il y a une belle aventure humaine et politique à partager, il y a une histoire à écrire, un destin à réaliser.

Cette grande épopée, nous allons la vivre avec passion, nourrie par cet amour immense que nous avons pour notre pays et notre peuple !

C'est la raison pour laquelle, pour nous, je vous le dis, notre seule boussole c'est la France, son redressement et le bonheur des Français.

Une nation vit de ce qu'elle produit.

Elle vit de ce qu'elle construit.

Mais elle vit aussi de ce qu'elle espère.

Elle vit de ce qu'elle ambitionne de transmettre.

Elle vit du souffle d'avenir qui anime ses enfants.

Certes, la période que nous vivons ne peut pas manquer de nous inquiéter.

Chacun sait dans cette salle et pour ceux qui nous écoutent et que je salue, ce qu'il faut en penser.

Et c'est vrai, certaines images de la réalité du monde et des hommes qui submergent nos écrans,

qui choquent nos consciences,

qui heurtent notre quotidien, étaient hier déroutantes et aujourd'hui, il faut bien le dire, souvent terrifiantes tant la violence, jour après jour, s'y invite toujours plus grave, toujours plus incompréhensible.

Nous, ce qui fait notre force, nous patriotes, c'est que nous avons toujours refusé le déni.

Nous avons toujours osé regarder et affronter la réalité en face, nous avons osé mettre des mots sur cette réalité, sans tabous, sans interdits, mais non, vous le savez, sans lucidité, sans courage.

Ce courage nous a permis de gagner la bataille du diagnostic, quand tout le monde voulait nier la réalité et les menaces, faire diversion ou pousser à la démobilisation.

Tout le monde en France est maintenant d'accord avec nous.

La bataille du constat est gagnée et c'est pourquoi, je n'en parlerai pas, ou peu.

Personne ne pense que nous sommes plus forts aujourd'hui qu'hier ni qu'après dix ans d'Emmanuel Macron nous marchons sur un champ de pétales de rose.

Même si aujourd'hui les mots qui viennent à l'esprit sont « ruine », « déclin », « effacement », « émeutes » et même, « chaos », « déchéance », « disparition », **nous croyons en l'Homme, en notre peuple, en la France et donc en l'avenir, cet avenir qu'il nous faut retrouver pour nos enfants.**

Notre objectif est d'offrir au pays une grande alternance, une vraie alternance, ce qui constitue non pas un acte révolutionnaire mais une respiration normale de la démocratie, une saine réponse à l'inertie ambiante, non pas un acte destructeur mais un acte fondateur.

Dites-vous mes amis, que la France n'est pas dans cet état à cause de son peuple mais à cause de ses dirigeants,

pas à cause du hasard mais du fait de décisions politiques absurdes,

pas du fait de crises imprévues -la marche du monde est faite de crises- mais de l'incapacité à les anticiper, à les gérer, à les surmonter.

L'histoire nous enseigne, à nous Français qui sommes les enfants du pays qu'on appelait « la Grande Nation », que nous devons retrouver confiance en nous, dans cette capacité qui est la nôtre à affronter et à dompter le torrent des événements qui dévale sur nous.

En mille ans d'histoire, la France en a vu.

Elle a tout connu et tout surmonté.

La France s'est toujours relevée parce qu'il s'est toujours trouvé des Français pour ramasser le drapeau qui était à terre, pour oser le brandir,

parce qu'il s'est toujours trouvé des Français pour réveiller en leur cœur la flamme la plus belle qui s'appelle l'espoir, et dans les esprits la plus puissante qui s'appelle la volonté.

C'est ainsi qu'il s'est toujours trouvé des Français pour entraîner notre peuple vers ce qu'il y a de meilleur, de plus beau et de plus grand.

Amis qui êtes ici ou qui nous écoutez, vous êtes de ceux-là ;

Allez, vous aussi, porter durant cette campagne de France, dans nos villes et nos villages, le flambeau de la France !

Allons dire à nos compatriotes, de métropole, d'outre-mer et du monde que la France a de beaux jours devant elle et que son redressement commence ici, à Orléans, ville symbole de la lutte contre le défaitisme, contre l'abandon, contre la résignation.

LA RENAISSANCE

Nous ne vivons pas la fin d'une histoire et encore moins la fin de l'Histoire, nous vivons une fois encore, comme tant de fois au cours des siècles, une période de transition, une période de mutations historiques et technologiques.

J'ai l'intime conviction que nous vivons une période comparable à la période qui précéda la Renaissance : des guerres et épidémies, une société sclérosée, une crise économique qui couve, l'obscurantisme et la croyance absolue dans des dogmes qu'il était interdit de contester...

Et puis...

Et puis vint l'imprimerie qui libérera la parole, le savoir, l'audace de penser, de nommer, de créer, de découvrir, découvrir le Nouveau Monde, les langues nationales, de nouvelles manières de construire, une nouvelle conception du pouvoir.

Aujourd'hui, l'équivalent de l'imprimerie, ce sont les réseaux sociaux.

Ils ont permis de contourner, le prêt-à-penser de gauche, l'invisibilisation des réalités qui gênent, les pensées-slogans des européistes et les interdits d'un système douillettement installé dans ses certitudes et ses insuffisances.

La liberté de diffuser des idées a fait émerger dans tous nos pays occidentaux une contre-pensée, des courants dissidents et notamment des mouvements patriotes, de nouveaux relais d'opinion, une nouvelle manière de penser le monde, la vie et même l'homme.

Cette vague de renouveau qui monte, nous n'allons pas la laisser passer.

En France, cette vague sera bleu marine !

La voie que je vous propose de tracer est celle de La Renaissance, La Renaissance pour la France.

Alors la Renaissance, c'est d'abord une méthode.

Ce n'est pas une rupture brutale et encore moins une révolution destructrice.

C'est l'élévation progressive de tout un pays vers le beau, le vrai, le juste, vers la sécurité, la prospérité, la créativité.

La Renaissance, c'est savoir puiser dans le passé mais sans cette nostalgie qui anesthésie, qui paralyse ou qui incite à revenir en arrière.

Nous ne sommes pas dans le « c'était mieux avant ! »

Nous disons : « C'était bien avant, ce sera mieux demain ! »

La Renaissance n'est pas la copie du passé.

Vous l'avez compris, **je ne vous propose pas de refaire la France d'avant.**

Je vous propose de concevoir et de construire la France de demain.

Ce sera un projet commun à tous les Français et donc fédérateur, une même vision partagée par tout un peuple.

La Renaissance, c'est la volonté de puiser dans notre histoire les matériaux, les valeurs, les principes qui permettront d'inventer le futur, notre futur.

C'est l'ambition de faire des temps qui viennent une nouvelle période de création, politique, économique, artistique, architecturale et littéraire.

Comme à la Renaissance, ce que nous proposons au pays, ce n'est pas un retour vers le passé mais l'avènement d'une ère nouvelle, une ère de liberté, une ère de vitalité créatrice pour inscrire pleinement la France dans le troisième millénaire, pour lui redonner sa puissance, sa grandeur et son rayonnement.

Comme ce fut le cas à la sortie du Moyen-Âge, nous allons tourner le dos aux nouveaux obscurantismes :

- L'obscurantisme sectaire de l'idéologie islamiste,
- L'obscurantisme autoritaire avec des mouvements qui prônent la « bordélisation », l'intolérance et la violence comme LFI et sa branche armée, les casseurs antifa.
- Les obscurantismes technophobes, cette défiance envers le progrès qui s'exprime avec l'écologie punitive ou ce nihilisme politique avec des visions apocalyptiques qui annonce chaque semaine la fin du monde allant même jusqu'à suggérer de renoncer à faire des enfants, celles des sociétés dominées par les superstitions et les interdits théocratiques.

Nous, patriotes français, nous appelons, comme à la Renaissance, à un basculement intellectuel.

Nous invitons les Français à se rappeler que nous sommes le pays de la culture et des Lumières.

Nous croyons dans les vertus du débat libre et respectueux ;

Nous croyons dans l'absolue nécessité de combattre toute forme de violence ;

Nous croyons dans l'idée de limite parce que le « sans limite » est par nature totalitaire et les images de ces derniers jours en sont une belle démonstration.

Nous croyons dans les vertus du discernement et de la mesure.

Nous croyons dans la science et donc dans le progrès au service de l'Homme

Nous refusons l'asservissement de l'être humain et singulièrement la stigmatisation des femmes au nom de dogmes d'un autre temps.

Nous exprimons notre aversion pour la guerre et ceux qui la prônent parce que nous nous reconnaissons en la matière dans la saine pensée d'Érasme et des Renaissants.

Et puis il y a l'Homme.

Car qui dit Renaissance dit « humanisme », le culte de la connaissance et de la transmission.

C'est évidemment l'école qui instruit, qui transmet le savoir, la culture, y compris classique et l'esprit critique,

La Renaissance sera d'abord celle de l'école, l'école du savoir, notamment avec la mise à l'honneur de la lecture mais aussi l'école du mérite avec le retour de la promotion républicaine,

La Renaissance c'est se tourner vers un art et une création qui expriment la beauté du monde, l'âme de notre peuple, un art qui émancipe et qui élève, un art qui enrichie les esprits et fait rayonner la France ;

La Renaissance c'est la personne qui se met à exister par elle-même et qui cherche en toute occasion à donner le meilleur d'elle-même,

C'est retrouver la joie de bien faire, la joie de faire le bien, la satisfaction du travail bien fait qui est la marque de l'ouvrier et de l'artisan français.

Notre démarche porte en elle, vous le voyez, une très haute idée de l'Homme.

Il n'y a d'ailleurs pas de grand projet politique qui ne repose avant tout sur une grande idée de l'Homme.

Qui peut croire qu'une politique puisse se résumer à une vision purement comptable, sans âme, sans considération pour les hommes et les femmes qui sont derrière les décisions et qui en subiront, parfois lourdement, les conséquences ?

Même si nous y apportons une attention élevée bien sûr, une société ne vit pas seulement de budgets, de normes et d'indicateurs.

Elle vit aussi d'une représentation d'elle-même.

Elle vit, non pas de la peur de l'avenir, mais de l'envie de l'affronter, d'y prendre sa place.

Elle vit de la fierté d'édifier un pays digne d'être admiré, digne d'être aimé, digne d'être respecté.

Nous voulons une France debout !

La politique commence peut-être précisément là : lorsqu'une société décide que l'avenir ne sera pas seulement subi, mais pensé et dessiné avec pour objectif le bonheur des personnes.

Ainsi l'économie n'a de sens que si elle sert les hommes et la Nation, si elle entraîne et fédère, si elle participe à l'épanouissement individuel et au bonheur collectif.

Pour nous, l'Homme est avant tout un être d'affection, un être attaché à une famille, à une ville ou un village, à une région, à un pays, à une culture, à une langue, à un art de vivre.

Ai-je besoin de le dire aux Bretons, aux Alsaciens, aux Picards ou aux Corses si légitimement attachés à leur identité régionale !

Vous le voyez, c'est le contraire de l'Homme déraciné et sans attache, entassé dans des métropoles-monde qu'ont cherché à promouvoir les mondialistes, Emmanuel Macron ou l'Union européenne.

Et parce que l'Homme est le maillon d'une longue chaîne qui le relie à la nuit des temps et aux générations qui lui succéderont, il est, par nature, un être de transmission.

C'est pourquoi nous rétablirons la capacité de transmission de notre patrimoine immatériel, de nos valeurs, de notre culture française, de notre art de vivre à la française, de nos traditions nationales ou régionales, de notre belle langue.

Nous veillerons à défendre également la transmission du patrimoine matériel si importante pour la pérennité de la Nation et de nos familles.

Il en sera ainsi de la préservation du patrimoine national comme de la capacité pour les personnes de léguer leurs biens à leurs enfants sans qu'un État prédateur ne les en spolie.

Pour nous, l'homme est aussi et avant tout une conscience éclairée et libre.

C'est pourquoi **nous respecterons la volonté des citoyens et rétablirons en particulier grâce au référendum, leur droit d'expression politique.**

Vous avez vu récemment les représentants de l'oligarchie monter au créneau pour annoncer qu'ils y feront échec.

Les petits marquis de la macronie ne pourront s'affranchir de la Constitution telle qu'elle a été voulue et mise en pratique par le général de Gaulle.

Ils devront expliquer pourquoi ils veulent gouverner le pays sans voire contre le peuple.

Dois-je rappeler que l'article 2 de la Constitution pose comme principe de la République :

« Le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. »

Et je le dis, nous ne revivrons plus jamais 2005, qui vit, par l'écrasement de la volonté populaire, triompher l'arrogance de cette oligarchie sur la considération due aux citoyens, une victoire de l'arbitraire politicien sur le droit inaliénable du peuple, un totalitarisme larvé totalement opposé à l'idée même de démocratie.

Une politique humaniste ne peut accepter que des hommes soient invisibilisés, des territoires oubliés, des potentiels négligés, des idées étouffées.

Avec nous, chacun trouvera, quelle que soit son origine, sa juste place dans une communauté de destin qu'est la Nation en étant un acteur à part entière.

C'est pourquoi nous établirons un mode de scrutin proportionnel, avec prime majoritaire pour permettre de dégager des majorités, garantissant la juste représentation de tous les courants.

Si nous voulons le pouvoir, ce n'est pas pour nous, mais pour le rendre au peuple.

La Renaissance que nous voulons réconciliera les citoyens avec la politique.

La politique doit s'affranchir des langages fermés, des affrontements permanents, des manipulations médiatiques orchestrées, des postures mensongères et des coups de communication d'illusionnistes, du poids d'une technocratie étouffante.

La politique doit retrouver de la hauteur, le sens du bien commun, la sagesse de l'écoute, le respect de la parole donnée, la vertu du courage, la noblesse du désintéressement.

L'élévation de la société comme des hommes qui la composent passe aussi par la promotion d'une notion que l'on a oubliée, voire qu'on a sciemment congédiée, et qui est pourtant essentielle parce qu'elle parle au cœur et même à l'âme : c'est le beau.

Nos sociétés modernes ont trop souvent relégué la beauté, l'élégance, la distinction au rang du superflu, comme si elles étaient le privilège des temps ou des gens prospères.

Parfois même, par esprit de nivellement, par volonté de rupture imbécile, par goût de la provocation facile, certains ont cru intelligent de promouvoir la laideur.

Comme si l'avachissement intellectuel ou esthétique pouvait être un projet de vie ou de société.

Pourtant, les hommes de la Renaissance avaient compris que le beau était une marque de respect envers soi-même, envers les autres, mais aussi un hommage rendu au monde.

Oui je le pense, **la question du beau est profondément politique.**

Un bâtiment, une place, un lycée, un quartier, une ville, un tableau, l'art de se vêtir, tout cela reflète l'idée que nous nous faisons de l'être humain et de la considération qu'une société lui porte, d'une vision élevée du monde.

Donner le goût du beau.

C'est aussi aller chercher l'harmonie sociale parce que **le beau conduit au bien-être et au bien.**

Je dois vous l'avouer, je nourris un rêve secret que je suis sûr vous partagerez.

Je veux que demain, que dans le monde, on puisse dire comme ce fut le cas : « c'est beau, c'est français ! »

En attendant, réjouissons-nous qu'il y ait encore toujours vivante dans notre pays cette capacité formidable de s'émerveiller, de rêver, de créer, et de croire encore et toujours que le monde mérite d'être embelli.

L'époque d'aujourd'hui, si dure et si triste pour beaucoup, a tellement besoin de ce réenchantement.

Non, le beau ne doit pas être réservé à quelques-uns.

Oui, le beau est un droit !

Le respect que l'on exige légitimement des citoyens commence par une puissance publique qui respecte le citoyen notamment par le cadre de vie qu'il lui donne.

Un quartier harmonieux, un espace public tenu appelle chacun au respect et à la civilité.

La civilité, voilà ce à quoi nous aspirons, voilà ce que nous proposerons.

C'est aussi là une aspiration de la Renaissance.

Comme le rappelle le professeur Rouvillois, politique et politesse sont intimement liées.

La courtoisie, la qualité du langage, ces gestes de civilité qui agrémentent la vie sont la marque naturelle de l'altruisme, du respect d'autrui.

Ces codes si nécessaires à la vie en société et qui semblent avoir été totalement congédié par certains, traduisent la conviction que l'autre existe, qu'il dispose d'un espace, d'une intégrité, d'une dignité que l'on doit respecter.

La civilité, c'est, vous l'avez compris, le contraire de l'ensauvagement ; c'est un quotidien dans lequel chacun se sent considéré, et où cette considération reçue devient à son tour une invitation à considérer les autres.

C'est le contraire d'avoir à supporter l'absence de la moindre règle de savoir-vivre, les tags et dégradations, de subir le bruit de la musique à plein volume d'une voiture, pour les femmes de subir du harcèlement de rue, d'avoir à enjamber des gens couchés sur les marches de la cage d'escalier de votre immeuble.

Dire bonjour, respecter une file d'attente, préserver le silence, prendre soin de l'espace commun, céder une place, protéger le plus fragile : ces gestes en apparence minuscules portent en eux toute une conception de la société.

Ils signifient que l'espace public n'appartient à personne en particulier parce qu'il appartient à tous.

Personne ne peut par la violence ou la menace se l'approprier et en exclure les autres.

La civilité consiste à comprendre que sa propre liberté ne s'accomplit pas dans l'indifférence des principes de la société, des modes de vie français, dans l'indifférence à l'autre, mais dans la capacité à vivre avec lui sans le choquer.

Je rappelle ce principe que je ferai appliquer :

En France, on vit comme des Français !

C'est pourquoi, nous protégerons l'espace public pour qu'il soit un lieu de vie, de tranquillité d'esprit, de respect mutuel et, pour tous de sécurité physique.

Notre époque brutale a besoin de retrouver cette ambition.

Nous y parviendrons par l'explication, par l'exemple, par l'éducation mais, s'il le faut aussi, par la sanction.

Car nous nous y trompons pas, **ce propos sur la civilité peut paraître anodin, il est en réalité fondamental tant la violence est la fille de l'incivilité.**

La civilité, c'est dans la vie de tous les jours, l'apprentissage de la limite, du respect.

La civilité, c'est le chemin le plus sûr pour faire reculer la violence dans notre société.

Nous renouerons avec le savoir-vivre à la française qui faisait de notre pays la Douce France !

Cette notion de limite est pour nous essentielle comme elle le fut pour les hommes de la Renaissance.

Sans limite, la parole devient insulte.

Sans limite, le désir devient prédation.

Sans limite, le pouvoir devient domination.

Sans limite, la politique devient tyrannie.

La limite à la force, aux pouvoirs, aux passions, aux égoïsmes, pour garantir la sérénité sociale, le respect de chacun, la liberté de tous.

La limite, c'est la règle que l'on suit, c'est la hiérarchie qu'on respecte, c'est aussi la frontière que l'on protège parce qu'elle nous protège.

Car si nous ne mettons pas de frontières à l'extérieur, nous serons obligés d'en ériger à l'intérieur.

C'est déjà le cas avec les codes, les clefs, les cartes d'accès, les grilles, les portes blindées, ... qui rythme désormais notre quotidien.

Nous rétablirons nos frontières et même une double frontière française et européenne.

Il y a des pays où l'on peut oublier son portable sur une table sans se le faire voler dans les 30 secondes où l'on peut s'absenter sans être cambriolés ! Pourquoi pas la France ?

Pour ceux qui ne savent pas se fixer de limites, généralement, nous le savons, la vie s'en charge.

Et si ce n'est pas la vie, ce sera nous !

Je vous le garantis, par une application stricte de la loi.

Nous appliquerons la tolérance zéro.

Et parce que cette notion de limite vaut pour tous, elle doit s'imposer aux gouvernants.

A rebours du pouvoir macroniste finissant, nous entendons renouer, à tous les niveaux, dans toutes les responsabilités politiques ou administratives avec la mesure, la prudence, le discernement et l'écoute.

Pour autant, nous ne voulons pas brider les capacités qui s'expriment, retenir les chevaux de l'attelage France.

LA PUISSANCE

Nous voulons que la France retrouve sa puissance.

Parce que la puissance n'est pas un gros mot.

C'est, je le rappelle, le contraire de l'impuissance, ce mal endémique dont la France souffre depuis tant d'années.

Mais si nous aspirons à la puissance pour la France, **nous ne voulons pas d'une puissance de domination mais de protection.**

La puissance, ce n'est pas la force pour la force.

C'est la capacité d'exploiter nos potentiels, humains, énergétiques, industriels, agricoles-, pour que ces atouts dont la nature a gratifié notre pays, profitent à tous.

La puissance, ce sont des comptes publics remis en ordre par un plan sérieux d'économies, par l'adoption d'une règle d'or qui interdit les dérives budgétaires, par l'arrêt des gaspillages, des dépenses inutiles et nuisibles.

La puissance, c'est renouer avec une économie productive, débarrassée des contraintes et de la technocratie inutiles.

Nous allons mettre en place une politique économique qui s'appuie sur un marché intérieur solide et des capacités décuplées d'innovation et d'exportation.

Nous rompons avec la logique de décroissance, cette décroissance énergétique, industrielle, agricole et en matière d'élevage que les dirigeants français et européens ont organisée sans le dire et qui entraîne la France vers le sous-développement et finalement la ruine économique.

Bien sûr, il faudra certainement produire plus.

Nous le ferons par la robotisation et l'IA, développées, non pour remplacer l'Homme, mais au contraire pour créer des emplois, augmenter les salaires et améliorer les conditions de travail et l'efficacité des politiques publiques.

A l'inverse de ces responsables politiques dont le projet est d'appauvrir les retraités et faire travailler les personnes jusqu'à l'épuisement, je ne propose pas de repousser indéfiniment l'âge de départ à 65, 67 voire 70 ans mais de faire entrer plus tôt les jeunes sur le marché du travail, quand l'âge moyen du premier emploi stable est aujourd'hui de 27 ans.

Nous y gagnerons en dynamisme et en productivité.

À ceux qui souhaitent entreprendre, oser, créer, nous donnerons les moyens de leurs ambitions, et notamment aux jeunes, en les dispensant d'impôts sur les revenus,

en créant un fonds souverain au service des entreprises françaises, en soutenant ardemment la recherche et l'innovation.

À ceux qui envisagent légitimement de fonder une famille, nous offrirons les conditions matérielles pour accueillir les Français de demain notamment grâce à la part fiscale pleine dès le deuxième enfant, mais aussi par la grande politique de logement que nous avons présentée.

Nous arrêterons d'encourager l'émigration, cette expatriation de nos jeunes vers des eldorados prétendument plus favorables, cette hémorragie de nos talents qui saigne le pays.

Qui peut se satisfaire que l'excellence numérique des Etats Unis soit pour une bonne part le fait de Français expatriés ?

La puissance se concrétisera dans un formidable encouragement pour nos entreprises à créer de la richesse grâce à la baisse des impôts de production, grâce à la réduction drastique des normes et la garantie d'une sécurité juridique, grâce enfin à un soutien, notamment par la commande publique.

La puissance, c'est la volonté de valoriser toutes nos ressources, naturelles ou industrielles, et c'est mettre la technique au service de cette ambition de production et de conquête.

Nous abolirons, par exemple, la stupide loi Hulot qui interdit la recherche d'hydrocarbures sur le sol français.

La puissance, c'est retrouver la dimension thalassocratique de la France en retrouvant le goût du grand large en valorisant nos outre-mer, que je salue chaleureusement, en renouant avec cette ouverture vers les océans et le monde qui a participé dans l'histoire à l'influence de la France.

Cet intérêt pour le monde qui fait aujourd'hui celle de la Chine ou des Etats-Unis quand nous restons les bras croisés à les regarder s'implanter partout où nous ne sommes plus.

Cette quête raisonnée de l'or bleu ouvrira à la France des ressources prodigieuses et déterminantes pour son avenir.

La puissance, c'est enfin un peuple rassemblé autour d'un projet collectif partagé parce qu'il associe chacun et profite à tous.

Cette puissance, je vous l'ai dit, sera mise au service de votre protection.

Nous commencerons par protéger les plus faibles, les enfants victimes de pauvreté, de harcèlement scolaire, de discriminations, de violences physiques ou psychologiques.

Nous éradiquerons les réseaux pédophiles et réformerons profondément l'ASE, l'aide sociale à l'enfance.

Ma vision protectrice profitera à tous :

Des moyens pour rendre aux Français du pouvoir d'achat notamment en baissant les impôts sur l'énergie ;

Des moyens pour l'école, pour la santé, car ce sont des promesses que la République ne peut trahir ;

Des moyens contre la voyoucratie et les mafias qui attentent à la sécurité, à la liberté et à la dignité des personnes ;

Une déluçration sans failles contre l'immigration qui submerge nos villes et maintenant nos villages et contre les fraudes qui nous ruinent ;

Des moyens pour une vie digne et sereine des anciens après une vie de labeur ;

Des moyens pour les territoires délaissés avec une grande politique de réaménagement et de rééquilibrage qui organisera la démétropolisation et donc la fin de l'absorption de tous les moyens par Paris et les capitales régionales.

Bref, protéger un territoire, protéger nos enfants, protéger notre culture et notre art de vivre, protéger notre économie et nos entreprises, protéger la liberté de chacun d'agir, d'entreprendre, de penser, de vivre,

La protection des Français : voilà les quatre mots qui résume notre grand dessein pour la France.

La première des protections, c'est le droit à la sécurité.

A commencer par la sécurité intérieure, la sécurité du quotidien, pour vous, pour vos familles, pour vos enfants.

La grande révolution que nous allons mettre en œuvre ce ne sont pas de nouvelles lois, pas des gesticulations ministérielles, pas de faux-semblants judiciaires.

C'est quelque chose de plus simple et de plus logique : **nous allons rétablir l'État de droit, je dis bien rétablir l'État de droit !**

Qui peut dire qu'il existe un état de droit quand les délinquants ne sont pas punis, quand les mafias imposent leur loi dans les quartiers ?

Qui peut dire qu'il existe un état de droit quand des hordes viennent saccager, brûler nos bâtiments ou organiser de véritables razzias devant des forces de l'ordre volontairement désarmées matériellement et moralement ?

Qui peut dire que force est à la loi quand des logiques théocratiques sectaires prétendent contester le principe même de la règle républicaine au nom de principes religieux ?

Qui peut dire que le système pénal fonctionne quand des cours supranationales sans légitimité croient pouvoir interdire l'expulsion d'un terroriste ou quand un syndicat de magistrats prétend adapter les lois à son idéologie pro-délinquant d'extrême gauche ?

L'État de droit, ce n'est pas le droit contre l'Etat et encore moins contre la Nation.

L'État de droit, c'est mettre au pas les féodalités qui menacent les libertés.

C'est ne pas laisser s'instaurer la loi du plus fort, du plus cupide ou dans certains quartiers, du plus cruel.

L'Etat de droit c'est garantir à tous le respect de son intégrité physique.

Ce n'est pas banaliser la violence aux personnes.

Enfin, nous appliquerons la règle du casseur payeur.

Nous ne laisserons pas la France basculer dans la mexicanisation avec des cartels, nous éradiquerons sans faiblesse ces organisations criminelles en les considérant comme terroristes.

Avec nous, celui qui viole la loi, et particulièrement celui qui porte atteinte aux personnes, tout particulièrement au représentant de l'Etat, pompiers, professeurs ou policiers, aura trois certitudes :

- 1) la certitude des poursuites,
- 2) la certitude de la peine,
- 3) la certitude de leur exécution.

Pour les étrangers délinquants, il y aura une prime : l'expulsion automatique et définitive.

La sécurité extérieure sera une préoccupation majeure avec le respect des engagements budgétaires que nous avons soutenus et votés

Notre défense ne sera pas déléguée, ni mutualisée, elle sera une défense nationale, avec une armée nationale.

Je le dis ici : si je crois à l'impérative nécessité de préparer notre défense nationale à toute éventualité de guerre conventionnelle, si j'ambitionne de doter à nouveau la France d'une armée puissante et moderne, nous garderons la disposition exclusive de notre arme nucléaire.

Toute concession de cet instrument de notre souveraineté et de notre sécurité nationale est, pour moi, un acte de trahison.

Pour autant, disposer d'une armée puissante ne signifie pas vouloir faire la guerre. C'est tout le contraire !

Nous ferons de la France une nation de paix.

Aller vers la paix n'est pas comme le prétendent les va-t-en-guerre de l'arrière qui peuplent les ministères et les plateaux de télévision, un acte de faiblesse mais de courage.

Elle est, pour nous comme elle le fut pour les hommes de la Renaissance, une exigence de la raison.

Avec moi, il n'y aura pas de virilisme guerrier, ces démonstrations à la fois ridicules et vaines, ces postures de matamores pathétiques, qui nous déconsidèrent et nous font honte.

Jamais on ne doit laisser la peur irraisonnée ou les passions débridées l'emporter sur l'intelligence et la raison.

L'orgueil des dirigeants fait le malheur des peuples.

C'est pourquoi la paix est, pour moi, la plus haute des ambitions de la politique !

Parce que le sang français a trop coulé au cours de notre histoire et parce que le pays a besoin de tous ses enfants, je vous le dis, mes amis, nous n'enverrons pas nos jeunes mourir dans des aventures guerrières inconsidérées ou irresponsables, et encore moins dans des guerres qui ne sont pas les nôtres.

Notre puissance sera mise au service de la paix et de la concorde entre les peuples.

La sagesse des hommes l'enseigne : on mesure la grandeur d'une civilisation, non aux conflits qu'elle mène mais aux guerres qu'elle sait éviter, aux armes meurtrières et destructrices qu'elle sait faire taire, aux réconciliations — parfois improbables — qu'elle réussit à nouer, aux paix qu'elle sait négocier.

Avec moi **la France renouera avec la politique étrangère** qui fut instituée par le général de Gaulle autour de trois exigences : **indépendance, équidistance, constance.**

LA PRÉSIDENTE

Le premier garant de la protection des Français, ce sera la Présidence de la République.

Parce que par son élection, le président représente la Nation et qu'il est comptable devant elle de la défense des intérêts vitaux du pays.

Parce qu'il est le chef de l'État et veille à ce titre au bon fonctionnement des institutions, et notamment des autorités régaliennes.

L'État, qui est en bien mauvais état, sera restauré dans ses moyens, son prestige et son autorité.

Il ne sera plus partout mais au bon endroit, au bon moment, à bon escient.

Cette renaissance régalienne se concrétisera par un État revivifié.

- un État prestataire qui fonctionnera de manière moderne et diligente, au service exclusif des administrés,
- un État bouclier qui fera de la protection des citoyens sa mission première,
- un État patriote et stratège qui fera en toute circonstance prévaloir l'intérêt national,
- un État impartial qui refusera la politisation de ses agents et garantira à tous l'égalité devant la loi

Et parmi les devoirs de l'État, il y a l'impérieuse nécessité de concourir à l'unité nationale, par sa neutralité, par sa bienveillance, par son égale fermeté à l'égard des prédateurs d'en haut et d'en bas, mais aussi, et je le dis ici solennellement, par son souci républicain d'appliquer les lois que le peuple s'est données.

Le redressement que nous engagerons ne relèvera pas d'un parti mais de la France toute entière.

L'État que nous voulons, ne sera pas RN mais ce sera une œuvre collective, une œuvre certes patriote mais pas partisane.

La volonté qui est la nôtre de ne voir reconnaître qu'un seul peuple, c'est aussi le refus absolu du communautarisme.

Il n'y a pour nous qu'une seule communauté, c'est la « communauté nationale ».

Nous inscrirons ce principe fondateur, inclusif et fraternel dans la Constitution.

L'interdiction du communautarisme s'appliquera à tous et notamment à ces collectivités locales ou ces pouvoirs publics qui, par leur action inconsidérée et

irresponsable, encourageant dans notre pays la fragmentation nationale et même la sécession communautaire.

N'avoir qu'un seul peuple, c'est aussi ne laisser personne au bord de la route.

Un pays ne peut pas durablement avancer et progresser s'il laisse se fracturer la Nation en deux blocs : ceux pour lesquels la vie va bien ; ceux qui n'ont pas cette chance.

C'est pourquoi, je le dis et le répéterai : nous porterons une grande politique sociale.

Je me refuse à opposer le social à l'économie, le salarié à l'actionnaire, le fonctionnaire à l'entrepreneur, l'habitant des banlieues à l'habitant des campagnes...

C'est aussi ce qui peut nous séparer de la droite et de la gauche :

La droite incrimine celui qui souffre !

La gauche incrimine celui qui réussit.

Moi, je refuse de les opposer.

Je ne les oppose pas parce que pour reprendre ce beau proverbe indien : « je ne suis ni l'aile droite ni l'aile gauche, je suis l'oiseau ! »

Une société fragmentée gaspille les talents ; les querelles intérieures érodent les énergies ; la haine sociale ronge la confiance.

Nous considérons qu'un accident de la vie ne condamne pas à la précarité, une adresse ou un lieu de naissance ne condamne pas un enfant, une chute ne condamne pas une vie.

La Nation sera pour tous une protection et son aide une nouvelle chance.

Je dis à tous les Français !

La Nation sera là quand vous en aurez besoin, comme vous devrez être là quand elle en aura besoin.

Mais je tiens à préciser pour que tout soit clair : il n'est pas question pour nous, contrairement à la gauche, d'installer les personnes dans l'assistanat

Nous avons au contraire pour volonté de les accompagner vers l'émancipation et la dignité par le travail, vers le retour à l'autonomie et vers les moyens de vivre par elles-mêmes.

Parce qu'il existe encore trop de travailleurs pauvres, la Nation doit surtout veiller à la juste rémunération du travail, au bon équilibre entre les revenus du capital et du travail, au refus de l'ubérisation des emplois.

C'est pourquoi nous redonnerons au travail toute sa valeur, nous élargirons les possibilités d'intéressement et de participation.

Celui qui veillera à cela, à ces équilibres indispensables, à ces impératifs vitaux, ce sera le président ou plutôt la Présidente.

Est-ce si révolutionnaire que cela de le dire ?

Le Président de la République française est avant tout le gardien des intérêts français.

Il n'est pas là pour laisser des gouvernements de passage distribuer l'argent des Français à la terre entière.

Il n'est pas là pour déposséder la Nation de ses prérogatives au profit d'entités supranationales en dehors même des traités comme l'Union européenne ;

Il n'est pas non plus là pour déposséder la France de ses moyens de souveraineté comme le siège de la France au Conseil de sécurité de l'ONU, de parties du territoire national comme les îles Éparses, de ses capacités diplomatiques.

Dans l'action diplomatique, la Présidente que j'entends être n'acceptera jamais de vassaliser la France dans des logiques de blocs quand son histoire, son aspiration à la liberté des peuples ou sa vocation géopolitique est de s'en affranchir pour porter un message de concorde et de paix entre les Nations en toute indépendance.

Il nous faudra restaurer aussi la fonction présidentielle qui a été abîmée.

La fonction présidentielle qui est la clef de voûte des institutions sera rétablie dans son prestige, son image, sa tenue ou je dirais plutôt sa retenue : discipline du temps, de la parole, de la décision.

Elle **sera rétablie dans sa vocation unificatrice.**

Ce devoir de représentation du Président de la République française lui impose la sobriété des comportements et des paroles, la hauteur des vues et des décisions, l'empathie pour les plus vulnérables.

La présidence doit incarner quelque chose qui dépasse les factions, les majorités de convenances, les partis et les circonstances.

Elle doit avoir à cœur d'incarner la France, sa nation, son peuple.

Cette présidence qui retrouvera tout à la fois sa hauteur et son empathie sera exemplaire par la confiance qu'elle inspirera et la double ambition qu'elle porte : le sens et le lien : donner du sens et créer du lien.

C'est pourquoi, pour me conformer à cette exigence d'impartialité, j'ai quitté la présidence du Rassemblement National et que je vais quitter mes fonctions à la présidence du groupe parlementaire.

Je veux que les Français aient la certitude d'élire une femme, si vous me passez l'expression, qui ne sera pas l'homme d'un parti.

Remettre la France en ordre c'est aussi remettre toutes nos institutions en ordre.

Il ne s'agit pas de changer de numéro de République mais de retrouver les majestueuses et puissantes institutions que le général de Gaulle nous avait confiées.

La Ve République n'a pas besoin d'être remplacée, elle a besoin d'être restaurée : restaurée dans son esprit, dans sa pratique, dans son autorité.

Elle a besoin d'être adaptée aux temps nouveaux qui voient l'accélération du temps politique et réclame aujourd'hui davantage de rapidité de décision.

Nous n'avons plus besoin de comités Théodule qui brident voire sclérosent les institutions mais d'hommes et de femmes politiques qui assument leurs responsabilités.

Nous avons besoin d'une République qui décide et qui agit, qui ose et qui conquiert, qui avance et qui réussit.

Dans un premier temps, nous redonnerons à notre Constitution toute sa valeur et toute sa force en la réinstallant comme la loi fondamentale des Français.

Aucun texte, aucune autorité, et surtout pas étrangère, même européenne, ne lui sera supérieure.

La nationalité française redeviendra un privilège qui s'hérite ou se mérite, auquel sera attaché pour tous les citoyens, quelles que soient leur origine, leur couleur de peau ou leur religion un droit nouveau, la priorité nationale.

Nous retrouverons de l'ordre et de la clarté dans nos affaires publiques : une présidence qui préside, un gouvernement qui gouverne, un parlement qui légifère, une justice qui applique en toute impartialité les lois votées, des cours qui contrôlent mais se gardent de faire ou défaire la loi, et surtout le peuple qui retrouve sa place, c'est-à-dire la première.

C'est en réaffirmant le rôle précis de chaque institution et en les y maintenant que nous sortirons de la confusion qui règne, cette confusion qui ne permet plus de savoir qui fait quoi, qui décide de quoi, qui finance quoi et finalement qui est responsable.

Le Premier ministre, et le mien sera Jordan Bardella, sera le chef de l'orchestre gouvernemental, un gouvernement ouvert et pluraliste, un gouvernement que je souhaite d'Union Nationale.

Notre désir d'unité des Français nous y conduit.

La situation d'un pays fracturé nous le commande.

Chaque citoyen, avec la diversité des parcours, des talents, des sensibilités, est appelé à participer au mouvement de renaissance française que je propose au pays.

L'annonce du nom du Premier ministre dès avant l'élection du président est un acte de transparence et de cohérence, c'est un acte d'honnêteté et de loyauté, c'est un acte qui témoigne de la maturité et de la sincérité de notre démarche.

Le parlement enfin doit retrouver toute sa place avec un pouvoir de contrôle réel, un parlement qui ne sera pas une chambre d'enregistrement mais une institution dans l'action, un parlement qui ne légifèrera pas plus (il y a trop de lois) mais mieux, avec la certitude que ses votes seront effectivement pris en compte et réellement mis en application par des décrets fiables et rapides.

Les compétences de chaque échelon administratif ou institutionnel, et notamment des collectivités locales, seront clarifiées dans le cadre d'un maillage territorial où la commune retrouvera sa pleine reconnaissance.

La simplification du millefeuille territorial sera facteur d'économie et de lisibilité.

La tâche que nous avons devant nous est immense.

Nous avons le sentiment qu'un cycle s'achève.

Les anciens grands partis brûlent de leurs derniers feux et s'agitent sur un tas de cendres, les féodalités installées se crispent devant cette fin qu'elles pressentent prochaines, les fantasmes les plus fous nous sont opposés, les diffamations sont orchestrées par le syndicat des sortants et leurs proxys.

Nous ne vivons pas la fin du monde mais la fin d'un monde, de leur monde.

A nous de réinventer celui qui vient, celui que nous allons bâtir plus beau, plus juste, plus sûr et finalement plus fort.

L'espérance n'est pas une naïveté, ce n'est pas la certitude que tout sera facile, mais celle que nous ne sommes pas condamnés à subir l'avenir et que nous avons le pouvoir de construire.

L'aspiration au renouveau ne vient jamais des temps calmes mais des périodes de crise, jamais des moments de certitudes mais des instants de doutes, jamais de l'insouciance mais de l'inquiétude qui est la marque de l'instinct de vie.

L'ESPÉRANCE

Mes amis, ne craignez pas d'espérer, n'ayez pas peur de vouloir !

N'ayez pas peur de ceux qui enseignent le déclin !

Le futur n'est pas une menace mais une promesse, et si nous en décidons, ce sera le chemin qui conduit à la lumière.

Le monde qui prend aujourd'hui la France en pitié après l'avoir admirée, attend son sursaut.

Les peuples d'Europe, qui les uns après les autres se libèrent des croyances révolues, attendent que nous prenions la tête d'un mouvement des Nations qui emportera le continent tout entier.

Ce mouvement, ce sera la Renaissance.

Ce jour-là la France renouera avec sa vocation émancipatrice et sera au rendez-vous que l'histoire lui fixe.

L'avenir nous appartient.

Vive la République

Vive la France



Marine Le Pen